

Mes collègues et moi croyons fermement que les sanctions internationales ont été et demeurent indispensables au changement en Afrique du Sud. Nous avons proposé que la pression exercée au moyen des sanctions soit maintenue tout au long du processus de négociation, jusqu'à ce que soit adoptée une nouvelle constitution. Nous avons également insisté sur le fait qu'il était important que le Commonwealth reste uni, qu'il ne perde jamais de vue l'objectif de l'application de ses sanctions et qu'il continue à guider l'opinion internationale en ce qui concerne l'Afrique du Sud.

À la session spéciale de Londres, les ministres des Affaires étrangères ont adopté à l'égard des sanctions une approche inspirée de la gestion programmée. Cette approche consiste à associer l'application de nos sanctions non pas à de simples déclarations d'intention mais à l'adoption de mesures concrètes et pratiques en vue du démantèlement de l'apartheid.

Cette approche s'est précisée à New Delhi, où nous avons accepté à l'unanimité de recommander aux chefs de gouvernement que l'embargo sur les armes -- une sanction d'application obligatoire imposée par le Conseil de sécurité des Nations Unies -- soit maintenu jusqu'à la mise en place définitive d'un gouvernement démocratique en Afrique du Sud. Nous avons en outre recommandé que les sanctions financières -- les plus efficaces selon nous -- ne soient levées que lorsqu'il sera convenu du texte d'une nouvelle constitution. Pour ce qui est des autres sanctions économiques, comme celles qui visent le commerce et l'investissement, elles ne devraient être levées que lorsque des mécanismes de transition appropriés auront été mis en place pour permettre à toutes les parties de participer pleinement et efficacement aux négociations.

Mes collègues et moi-même sommes convenus à l'unanimité de recommander aux chefs de gouvernement la levée immédiate des sanctions touchant la population. Ce geste constituerait non seulement une reconnaissance des progrès considérables réalisés jusqu'ici, mais il faciliterait également le dialogue et l'interaction avec les mouvements anti-apartheid en Afrique du Sud.

En terminant, quelques mots sur les sports. Grâce à l'Accord Gleneagles, le Commonwealth a guidé et continue de guider l'action de la communauté internationale concernant les épreuves sportives avec l'Afrique du Sud. Le Comité a proposé que toutes les restrictions du Commonwealth à l'égard des sports individuels, même au niveau international, soient levées dès que certains critères rigoureux seront respectés. Cette façon de gérer l'embargo sur les sports a en fin de compte été adoptée par le Comité olympique international.